

Vers le Forum social mondial de Dakar : « Le défi d'une solution globale hors système »

lundi 24 janvier 2011, par [FERRARI Sergio](#), [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 22 janvier 2011).

Le Forum social mondial (FSM) est presque le seul espace de convergence des mouvements sociaux à l'échelle planétaire et il est donc essentiel de poursuivre son renforcement. C'est là la position d'Éric Toussaint, analyste de l'altermondialisme, qui connaît le Forum social mondial de l'intérieur puisqu'il est membre de son organe facilitateur depuis sa création, le Conseil international. Historien et politologue belge, É. Toussaint préside, en Belgique, le Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM www.cadtm.org). Cette organisation, très active dans de nombreux pays, notamment en Afrique, est l'un des acteurs qui apportent leur concours à la préparation de la prochaine édition à Dakar en 2011. Entretien.

Sergio Ferrari : Comment voyez-vous aujourd'hui le Forum social mondial ?

Eric Toussaint : Le Forum est presque le seul espace mondial où convergent des mouvements sociaux, des ONG, des organisations politiques de gauche et même des gouvernements progressistes, et c'est pourquoi je pense qu'il faut le renforcer. Il n'existe pas d'autre instance de ce type. En dépit des critiques que l'on puisse avoir à son égard, on ne peut l'abandonner. Et créer autre chose n'aurait pas de sens : ce serait une structure concurrente qui resterait très limitée. Le FSM, c'est ce que nous avons aujourd'hui. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas certains éléments préoccupants dans son évolution.

P : Qu'entendez-vous par préoccupants ?

R : On observe plusieurs aspects gênants. Tout d'abord, la décision de la majorité des dirigeants ou des animateurs du FSM de ne pas aller au delà d'un forum, c'est-à-dire de refuser de modifier la Charte des principes afin de permettre au forum d'adopter des déclarations finales et des plans d'action. Ensuite, à cause de son succès, des pouvoirs publics et des fondations privées se montrent très décidés à offrir au FSM un soutien significatif. On observe une tendance à organiser des événements très coûteux, avec des budgets très élevés, et je trouve cela préoccupant. Sans parler de deux risques supplémentaires bien présents. En premier lieu, celui de créer une « industrie du FSM » : déjà, des ONG très puissantes structurent des projets autour du FSM, et elles en vivent. Ensuite, le danger est de voir apparaître une sorte de « bureaucratie altermondialiste ». Il s'agit d'une strafe de dirigeants qui, grâce à leurs fonctions, disposent d'un certain pouvoir et de certains privilèges, et se perpétuent à leur poste depuis des années.

P : Quelle « antidote » permettrait de bloquer ces tendances ou de lutter contre ces éléments préoccupants ?

R : Heureusement, il y a des éléments positifs. Le Conseil international du Forum propose, heureusement, de prendre des mesures pour ne pas retomber à Dakar dans les mêmes erreurs que celles commises en 2007 lors de l'édition de Nairobi (Kenya), qui a sans doute été l'échec le plus flagrant du FSM. J'ai plutôt confiance qu'à Dakar ces faux pas ne vont pas se reproduire ; par exemple, celui de donner l'exclusivité des communications dans l'espace du FSM à une multinationale, ou de fixer des prix d'entrée très élevés, impossibles à payer par les participants

locaux des secteurs populaires.

Pour que Dakar soit un succès, je pense qu'il faut renforcer la présence des mouvements sociaux africains et du reste du monde. Le vent souffle dans ce sens. Début novembre 2010, mandatés par l'Assemblée des mouvements sociaux, nous avons organisé dans la capitale du Sénégal une rencontre préparatoire de mouvements populaires. Elle s'est tenue juste avant une nouvelle réunion du Conseil international destinée à régler les derniers détails de l'évènement de février prochain.

P : Quel bilan faites-vous de ce séminaire préparatoire ?

R : C'est un succès pour ce qui est de la participation. Beaucoup de mouvements sociaux sénégalais étaient présents. Plus de 60, parmi lesquels les grands syndicats ruraux et urbains, qui sont nombreux, ainsi que des représentants d'organisations de pêcheurs, de cultivateurs, de quartiers, de jeunes et de femmes. Tous sont venus, ce qui montre qu'il existe une vraie dynamique et permet d'avoir bon espoir. Les participants se sont montrés enthousiastes et optimistes quant au soutien que le FSM peut avoir dans les quartiers populaires de Dakar et dans des régions éloignées et sur la possibilité que son message soit reçu. Des activités seront organisées dans les quartiers les jours précédant le forum. Le CADTM prépare un spectacle politico-culturel de hip hop, auquel participeront des groupes connus qui refusent de se faire récupérer par le marché [1]. Ils interpréteront des morceaux nouveaux, qui parlent de la dette, de la souveraineté alimentaire, des accords défavorables entre le Sénégal et l'Europe, etc.

Au plan régional, le soutien décidé des jeunes est senti comme un fait important. Une caravane d'autocars partira du Nigeria la troisième semaine de janvier. Elle passera par le Bénin, le Togo, le Burkina Faso et le Mali, où elle rejoindra d'autres délégations venant de Conakry. Elle aura parcouru des milliers de kilomètres avant d'arriver à Kaolack (seconde ville du pays).

Nous attendons des centaines de participants à cette initiative, que nous impulsons avec le Forum social africain et des réseaux tels No vox et ATTAC. Le CADTM se contente de stimuler la préparation des actions, il ne souhaite pas la monopoliser ni avoir une position hégémonique. Nous recherchons une véritable convergence.

Nous allons également organiser les 2, 3 et 4 février à Kaolack un séminaire sur la lutte des femmes, auquel participeront aussi des représentantes de tous les continents. Ces initiatives, si le FSM de Dakar devait avoir des résultats limités, auraient en soi une valeur mobilisatrice. Or il est essentiel de renforcer les dynamiques sociales.

P : Est-ce une tentative pour dynamiser la participation dans la sous-région ?

R : En effet. Le Nigeria est à 2 500 kilomètres de Dakar. Le fait que la caravane passe par différents pays donne l'occasion de faire connaître le Forum. Des activités seront menées à bien à chaque étape pour expliquer ce qui va se passer à Dakar. Tout cela me conduit à un enthousiasme prudent.

P : Une dynamique différente de l'édition de Nairobi, que vous considérez comme un échec ?

R : C'est l'espoir que nous avons. Il faut rester prudents sur les résultats de Dakar, un mois avant le FSM le grand public sur place n'est pas informé de l'évènement, ce qui est très différent de ce qui s'est passé à Belem en 2009 ou à Porto Alegre en 2005 et avant, mais objectivement, les conditions sont réunies pour qu'on assiste à une large participation du peuple sénégalais et des mouvements sociaux du pays et de la région. Nous allons voir si cet espace ouvert, cette invitation large et rendue plus facile pour les locaux va entraîner une bonne participation populaire.

J'ai quelques craintes concernant les mouvements sociaux sénégalais qui, selon l'analyse de collègues syndicalistes, traversent la période la plus noire des vingt dernières années pour ce qui est de leur capacité de mobilisation. La conjoncture n'est pas bonne ; cependant elle ne dépend pas de ces mouvements mais de conditions politiques plus globales.

Il y a un élément important : le premier jour du FSM –et les jours précédant son ouverture– l'accent sera mis sur les 50 ans de l'indépendance africaine. Des activités auront lieu sur l'île de Gorée, en face de Dakar, d'où sont partis plus d'un million d'esclaves entre le XVI^e et le XVIII^e siècle. Une façon de mettre en accusation l'esclavage d'hier et le système actuel, un moment symbolique important pour la mémoire collective, comme un pont entre le passé et le futur, un appel à se dresser face aux crises mondiales.

P : En parlant de crises mondiales, le FSM de Dakar devra lui aussi s'intéresser aux résultats du Forum économique mondial de Davos (Suisse) qui se sera tenu juste avant, entre le 26 et le 30 janvier....

R : En effet. Nous vivons une crise du système où tout est interconnecté : la crise est financière, économique, climatique, alimentaire, migratoire. Elle atteint la gestion au plan mondial, puisqu'aujourd'hui il n'y a aucune institution mondiale qui jouisse de légitimité. Le G20 n'est pas plus légitime que le G8. Et l'ONU ne parvient pas à jouer le rôle prévu par sa charte.

Cette crise est certes produite par les progrès de la déréglementation, mais elle est aussi directement liée au système lui-même. Le message du FSM devra être plus clair encore que lors de sa naissance il y a 10 ans. Il devra insister sur la nécessité de mondialiser la résistance, d'avancer des solutions globales et de proposer une autre voie que le système capitaliste patriarcal globalisé.

Ceux qui se réunissent à Davos ont encore pour l'instant la capacité de lancer des offensives contre ceux "d'en bas". Ces derniers dépassent peu à peu leur fragmentation –certes avec difficulté– pour avancer vers la proposition d'une alternative globale, qui est plus que nécessaire. Et je pense que la solution n'est pas de réformer le système actuel, mais de se situer résolument contre lui.

P.-S.

* Traduction Michèle Faure. Collaboration de presse E-CHANGER, ONG de coopération solidaire.

Notes

[1] Voir [Hip hop, dette et forum de Dakar](#)